



L'accord de libre-échange avec les Philippines est entré en vigueur

Depuis vendredi 1^{er} juin, les entreprises suisses peuvent profiter de l'accord de libre-échange avec les Philippines. Celui-ci élimine une grande partie des droits de douane ainsi que d'autres obstacles au commerce et améliore ainsi l'accès à un marché asiatique en forte croissance.

Depuis vendredi, les portes vers un des marchés de croissance les plus dynamiques du Sud-est asiatique sont grandes ouvertes aux entreprises suisses. L'accord de libre-échange entre l'AELE et les Philippines est entré en vigueur. Cet accord élimine les droits de douane sur presque tous les produits industriels et permet à l'industrie agroalimentaire suisse de vendre son chocolat, ses fromages et son lait en poudre en franchise de douane dès à présent. Des sociétés de services profitent également de cet accord qui élimine des obstacles au commerce non tarifaires.

En 2017, les entreprises suisses ont exporté des marchandises vers les Philippines pour une valeur de 322 millions de francs, tandis que la Suisse a importé des produits philippins pour 200 millions de francs. Jusqu'à présent, les investisseurs suisses ont investi 1,5 milliard de francs dans cet archipel.

Un marché de croissance avec un gros potentiel pour la Suisse

Les Philippines connaissent une croissance économique robuste depuis plusieurs années. Le pays s'est par exemple positionné dans le segment des services aux entreprises où il est compétitif à l'échelle internationale. Les activités dans ce

segment ont permis d'engranger quelque 25 milliards de dollars en 2016. Les Philippines comptent plus de 100 millions d'habitants. La classe moyenne y augmente régulièrement et consomme: la participation de la classe moyenne à la consommation rapportée au PIB est de 70%. Ce marché renferme un potentiel considérable pour les entreprises suisses. L'accord de libre-échange les aidera à exporter leurs produits et services vers les Philippines à des prix avantageux. Il incite également les entreprises suisses à investir davantage et à créer des emplois.